

.../...

Avec eux, je considère que le gouvernement doit peser de tout son poids pour que ce projet de cession, s'il devait être mis en œuvre, se fasse sous conditions strictes.

Il devrait d'abord concerner un repreneur aux solides garanties financières et à la hauteur du caractère stratégique des marchés d'Industeel. Notre souveraineté militaire et énergétique est trop importante pour que l'avenir de l'entreprise ne soit pas adossé à un projet ambitieux de développement industriel. A ce titre, il doit garantir des investissements massifs, pour moderniser l'outil de production mais aussi pour préserver et valoriser les savoir-faire existants, avec le maintien des emplois, le recrutement et la formation de salariés sur des emplois durables, plutôt que le recours massif à l'intérim et aux contrats précaires. Enfin, si ce projet de cession devait se réaliser, il devrait intégrer le maintien et le développement de son centre de recherche, pour hisser encore les capacités d'innovation de l'entreprise.

A ce jour, faute de transparence de la part d'Arcelor-Mittal et de son principal actionnaire et de réponses claires de votre collègue Madame Agnès Pannier-Runacher lors de sa rencontre avec les organisations syndicales, aucune garantie n'est apportée en ce sens, bien au contraire, l'histoire ayant montré les désastres sociaux et économiques engendrés par les stratégies purement financières d'Arcelor-Mittal, à Florange et Gandrange.

Il revient donc à l'État de faire entendre fortement sa voix sur ce dossier stratégique et d'imposer un projet, avec ou sans Arcelor-Mittal, mais garant de l'intérêt des salariés, des territoires et plus globalement de la souveraineté de la France.

Avec les salariés et les organisations syndicales, avec les élus locaux, je souhaite donc connaître les initiatives prises par le gouvernement ainsi que ses intentions futures sur ce dossier, dont l'issue ne peut dépendre des intérêts de Monsieur Mittal.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Bien à vous

Fabien ROUSSEL
Député du Nord